



Libéralisme et communisme: en marge de la guerre civile espagnole

<https://hdl.handle.net/1874/278713>

299. A. 15"

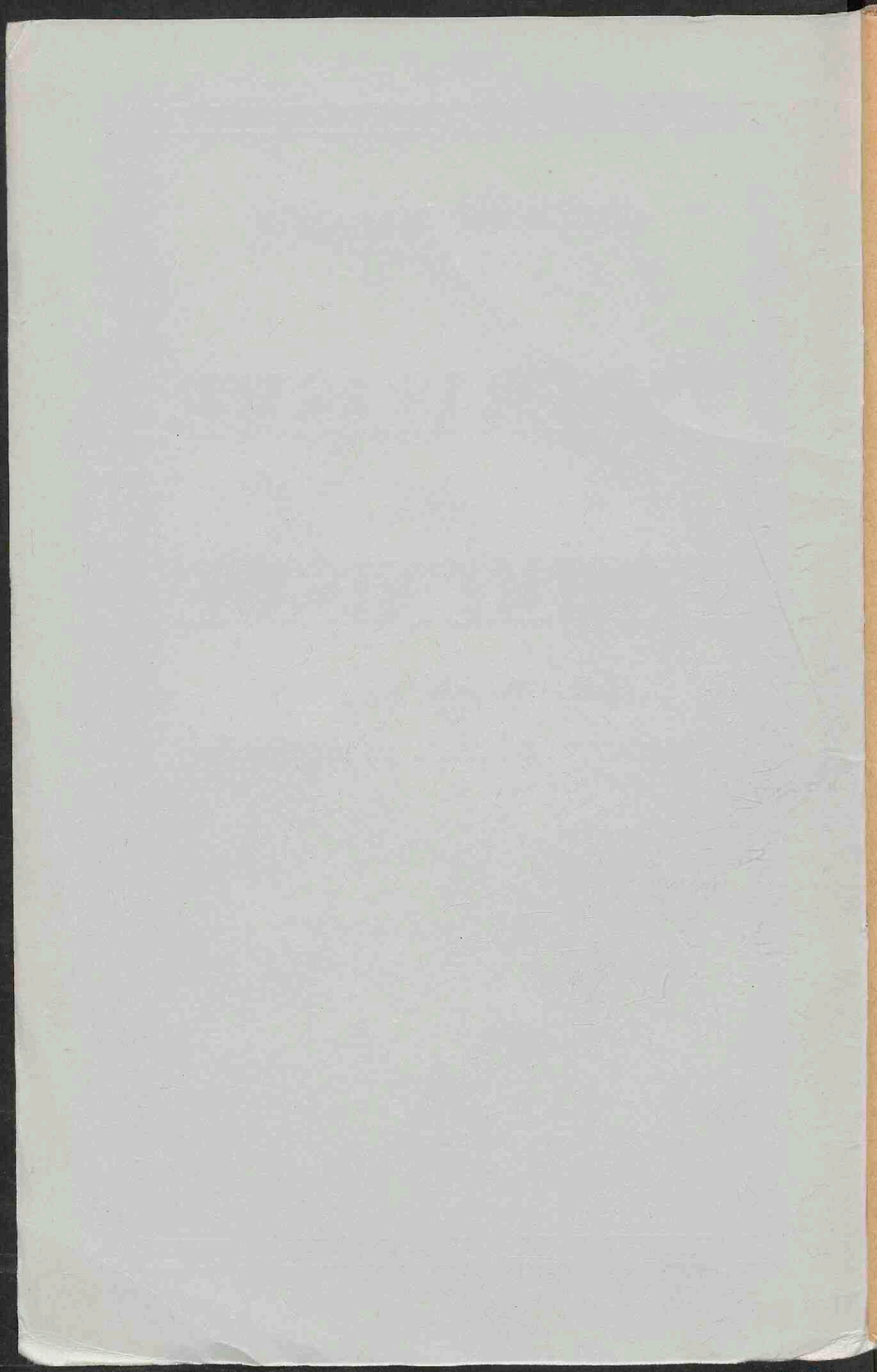
GREGORIO MARAÑÓN
de l'Académie Espagnole

LIBÉRALISME
et
COMMUNISME

*En marge de la
guerre civile espagnole*

PARIS
SORLOT
MCMXXXVIII

BIBLIOTHEEK DER
RIJKSUNIVERSITEIT
UTRECHT.



*Libéralisme
et Communisme*

RIJKSUNIVERSITEIT UTRECHT



1417 4167

299. A. 15^{II}

Les Amis de l'Espagne Nouvelle

Libéralisme
et
Communisme

**EN MARGE
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE**

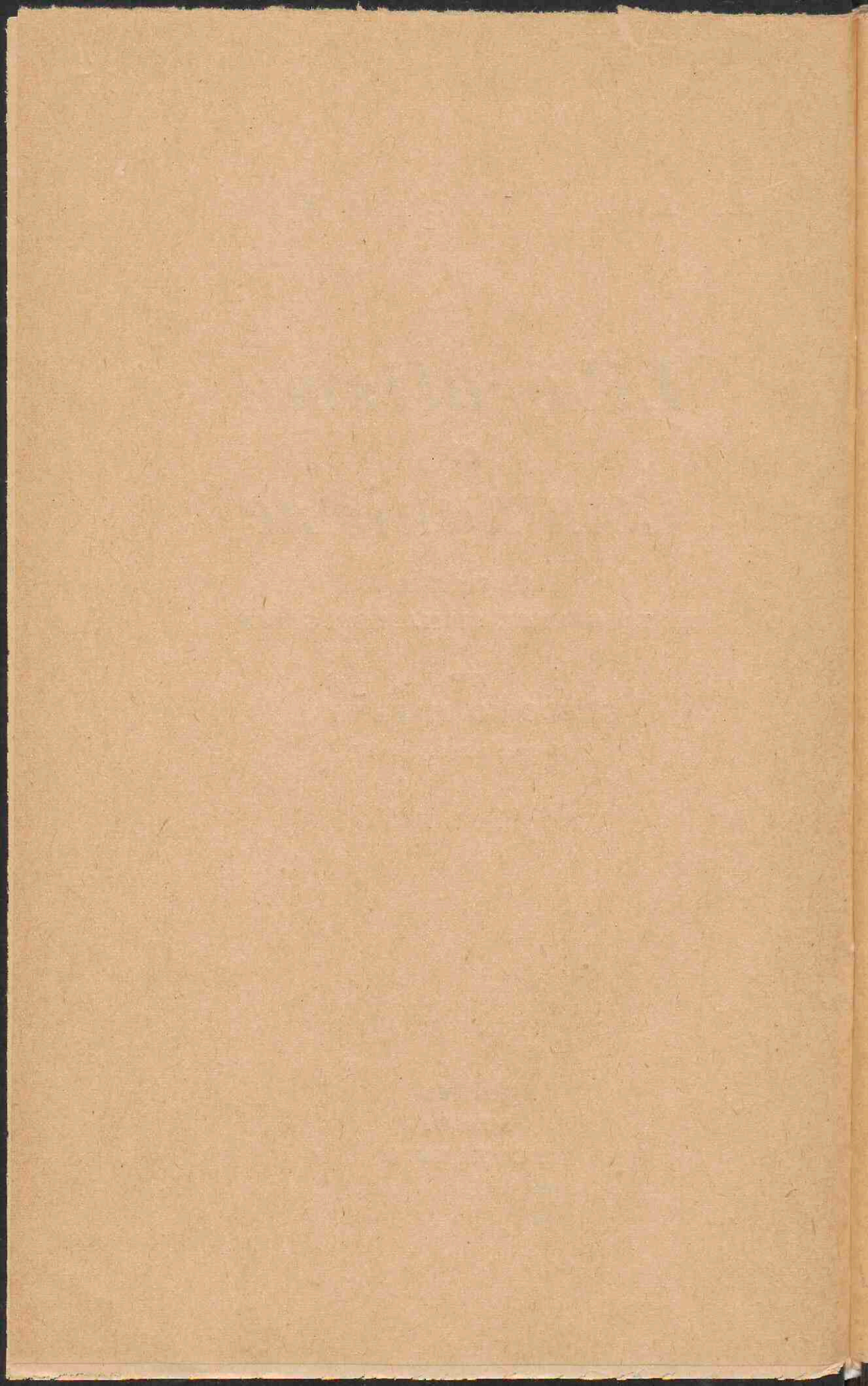
par

GREGORIO MARAÑÓN

de l'Académie Espagnole

**PARIS
SORLOT
MCMXXXVIII**

BIBLIOTHEEK DER
RIJKSUNIVERSITEIT
UTRECHT.



Cet essai a été publié par la *Revue de Paris*, dans son numéro du 15 décembre 1937. Il était précédé de cette note :

« L'auteur de la remarquable étude que nous présentons est M. G. Marañon, de l'Académie espagnole. Médecin, biologiste et essayiste, le docteur Marañon a été, avec Perez de Ayala et Ortega y Gasset, le fondateur d'une grande association républicaine, dont l'activité a commencé de s'étendre en Espagne un an avant la chute de la monarchie. La preuve du républicanisme du docteur Marañon n'étant, par conséquent, plus à faire, on considérera sans nul doute comme particulièrement significatif cet article, où l'auteur explique pourquoi les libéraux espagnols sont pour la plupart hostiles au gouvernement de Barcelone-Valence. »

LES AMIS DE L'ESPAGNE NOUVELLE.

I

Il se produit maintenant, avec la révolution et la guerre d'Espagne, ce qui se passe pour tous les grands événements historiques : tant qu'ils se déroulent — et bien longtemps après — les jugements que l'on porte sur eux se fondent sur des incidents interprétés avec passion — personnelle ou de parti — ; incidents historiquement secondaires, qui cachent, cependant, le sens véritable des événements. Je ne prétends pas être exempt de cette passion inévitable, et en partie étrangère à notre propre conscience. Mais mon effort pour aborder le problème d'un point de vue objectif a comme garantie le fait que je n'ai jamais appartenu à ce qu'on appelle un *parti* politique. Quant à la passion personnelle, ma formation de naturaliste m'a habitué à observer froidement ce qui se passe et, surtout, à reconnaître automatiquement l'erreur. C'est, pour l'homme de formation politique, une humiliation et un suicide de proclamer qu'il s'est trompé. Le naturaliste, en échange, sait que bien des choses qu'il croyait vraies ne le sont pas, et que pour continuer à chercher la vérité, il faut éliminer les erreurs préalables en toute simplicité et en toute rigueur. Cette attitude finit par se transformer en un acte réflexe, qui s'accomplit sans tenir compte du fait que nos précédents amis nous accusent de trahison et que nos précédents ennemis nous traitent de parvenus. Lénine, qui fut le

plus grand disciple de Machiavel (la psychologie de Machiavel, loin d'être typiquement latine, tient beaucoup de l'orientale), disait qu'en politique le fait d'être fidèle au passé suppose souvent que l'on trahit l'avenir. Cette maxime, comme tant d'autres maximes machiavéliques, est acceptable, à condition d'y ajouter quelque chose qui ne comptait, ni pour Machiavel, ni pour ses disciples, à savoir que le changement dans les idées se justifie par une continuité dans la conduite. Dans son sens général, ce qui caractérise la politique, qui a été, universellement et de tout temps, plus ou moins machiavélique, c'est qu'elle joue et compte avec les idées, et non avec la conduite. Pour le naturaliste, la conduite c'est tout ; et sa conduite s'organise autour de son désir de vérité et de son désintéressement pour tout ce qui n'est pas cette vérité.

II

Si nous demandons à cent êtres humains d'aujourd'hui — qu'ils soient Espagnols ou non — les motifs de leur attitude, favorable ou contraire à l'un ou à l'autre des deux partis qui luttent en Espagne, les uns mettront en avant leur credo démocratique, d'autres leur traditionalisme, d'autres leur militarisme, ou leur antimilitarisme, leur catholicisme ou leur irrégion — si ce n'est un néo-catholicisme littéraire et rouge, espèce très curieuse de l'actuelle faune idéologique — ou bien leur horreur pour les exécutions et les bombardements aériens ou, enfin, leur sympathie ou leur antipathie personnelle pour les chefs des partis respectifs. Peu nombreux sont ceux qui fonderont leur position sur la véritable raison de la lutte, celle-ci : « Je défends les rouges parce que je suis communiste », ou « je sympathise avec les nationalistes parce que je suis ennemi du communisme ».

Voilà le nœud du problème. C'est là qu'il faut localiser sa vision et la première partie de son interprétation. On pourra me contester l'autorité politique — et je n'essaierai pas de dissuader celui-là même qui me la nierait — mais on ne peut me refuser l'autorité de témoin oculaire des événements politiques qui touchèrent ma patrie pendant le dernier quart de siècle. On ne peut me nier, non plus, celle que je mérite

pour n'avoir jamais occupé de charge publique, pour n'avoir retiré que des désavantages matériels de ma constante fidélité à ma conduite, c'est-à-dire à ma conscience, et pour penser que le devoir de l'intellectuel est toujours de parler lorsqu'on le lui demande.

III

L'Espagne vécut, à partir de la Restauration, de longues années de paix (les guerres coloniales et celle d'Afrique ne sont pas des guerres nationales) et de longues années de liberté — liberté qui paraissait alors imparfaite, mais dont ne jouit aujourd'hui aucun peuple de la terre. C'est dans cette paix que, comme dans toutes celles que connut l'histoire, le pouvoir public commença de s'affaiblir. Et l'esprit de rénovation qui caractérise cette étape de la vie espagnole — et qui la rend glorieuse — finit par verser, politiquement, dans une démagogie qu'aggravèrent les années d'un bien-être subit et immédiat : celles de la guerre européenne et de l'après-guerre. Le peuple espagnol — éminemment ascétique — est, peut-être, le plus sensible à la corruption de l'abondance. Vers 1923, quand se fit le coup d'État du général Primo de Rivera, il régnait dans toutes les classes sociales le sentiment diffus que « ça ne pouvait pas continuer ainsi » ; et c'est à la faveur de ce sentiment que put se réaliser et triompher la dictature. Mais alors on ne parlait pas de communisme ou, si l'on en parlait, c'était gratuitement. L'agitation qui rendit possible la dictature se liait à une sourde décomposition, strictement nationale, qui affectait toute la Société, depuis ses figures les plus éminentes jusqu'aux plus profondes couches du peuple. Cette décomposition, un grand politicien d'alors, conservateur en titre, mais d'esprit très rénovateur, don Antonio

Maura, la définit et s'efforça de la combattre comme une « crise du civisme ». C'est grâce à ce relâchement des ressorts de l'État que croissait la force révolutionnaire, localisée pendant de longues années en Catalogne. Elle s'y était convertie en une agitation larvée, qui faisait chaque année de nombreuses victimes, consignées sur les statistiques avec autant de régularité que les victimes de la typhoïde. En 1909, cet état de choses se manifesta par ce qu'on appelle la « semaine tragique », avec incendies de couvents et toutes sortes de violences accomplies dans le style révolutionnaire typiquement espagnol. Aujourd'hui, après avoir vu de si grandes horreurs, tout ce qui suscita alors tant de passions nous paraît une plaisanterie de collégiens. La véritable gravité de ces événements ne tenait pas aux luttes de la rue. Elle résultait — et nous ne sûmes pas le voir alors — de ce que, pour la première fois, le libéral espagnol — maintenant l'égal des libéraux européens — protégeait, par son libéralisme, une attitude profondément antilibérale ; et tout simplement parce qu'elle était teinte en rouge.

Le socialisme espagnol n'était pas encore une force extrémiste. La preuve en est la docilité avec laquelle, quelques années après, il se plia à la dictature du général Primo de Rivera, dont les seuls ennemis furent les forces bourgeoises. Elles comprenaient non seulement celles de filiation libérale, mais beaucoup de conservateurs de toujours, et même une fraction de l'armée, précisément celle qui a l'esprit le plus aristocratique : l'artillerie. Et même, lorsque finit la dictature, une importante partie des chefs socialistes eût accepté — et j'en ai d'irréfutables preuves — la collaboration avec une monarchie rénovée par une nouvelle constitution.

Dans la chute même de la monarchie et l'avènement de la république, l'influence visible du communisme fut très limitée ; si l'on se remémore la propagande, violente et très active,

qui précéda les élections d'avril (celles qui provoquèrent le changement de régime), c'est à peine si l'on y trouve des traces de communisme. Je crois que l'on ne prononça pas une seule fois ce mot pendant le meeting de la plaza de Toros, antérieur de peu de jours au vote de Madrid, et qui orienta celui-ci du côté des gauches. Quand un des ministres du Gouvernement monarchique lut, cette nuit-là, les discours, il remarqua que la majorité d'entre eux avait été plus tempérée que tous les discours prononcés, vingt ans plus tôt, à l'occasion des événements de Barcelone, par les chefs libéraux, gouvernementaux et monarchistes. On retrouve cette même impression dans les *Mémoires* de celui qui était alors chef de la Sûreté — le général Mola — qui devait conquérir, par la suite, une si grande célébrité. Très conscients de la gravité de la situation, les derniers gouvernants de la monarchie — dont plusieurs étaient nos amis personnels — ne songeaient pas, cependant, à s'inquiéter de la menace communiste. En somme, à l'époque, elle n'existait guère.

Cependant, la campagne des partis et de la presse de droite annonçait une série de catastrophes si le mouvement républicain triomphait, bien que ce mouvement eût un caractère pacifique et fût dirigé par des modérés, des libéraux, dont beaucoup, comme M. Azaña, n'avaient même pas de tradition républicaine. Il serait maintenant arbitraire de disserter sur ce qui aurait pu se passer si l'avènement de la république n'avait pas eu lieu — fait inévitable, à mon sens, dans de telles circonstances. En histoire il est un exercice absolument interdit : c'est de chercher à savoir ce qui aurait pu arriver si ce qui est arrivé n'était pas arrivé. Mais, ce dont il n'y a pas à douter, c'est que les prophéties des droites extrêmes ou des monarchistes, qui s'opposaient à la république, se réalisèrent entièrement : désordre continu, grèves sans motif, incendies de couvents, persécution religieuse, exclusion

du pouvoir des libéraux qui avaient patronné le mouvement mais qui ne se prêtèrent pas à la politique de classe, refus de traiter avec tolérance les gens de droite qui, de bonne foi, respectèrent le régime, sans se sentir — comme c'est naturel — enflammés de républicanisme extrémiste. Le libéral avait écouté ces prophéties avec un dédain d'homme réservé au suicide. Ce serait aujourd'hui manquer inutilement à une vérité élémentaire que de le cacher. Plusieurs siècles de succès dans le gouvernement des peuples — ce temps n'appartient pas encore au passé pour les démocraties anglaise et nord-américaine, par exemple — avaient donné au libéral une confiance excessive et parfois pétulante en sa supériorité. Presque toutes les statues qui enseignent aux passants, dans les rues de l'Europe et de l'Amérique, le culte des grands hommes portent, inscrit sur leur socle, le nom d'un libéral. Cependant, quel que soit l'avenir politique de l'Espagne, c'est le réactionnaire et non le libéral qui vit juste dans cette phase de son histoire, cela ne fait pas de doute.

Mais ces prévisions pessimistes des prophètes du droit se fondaient encore sur l'intervention de forces cachées, comme la franc-maçonnerie, plus que sur l'action communiste directe, qui paraissait, même aux plus méfiants, théorique, ou du moins très éloignée.

IV

La propagande russe — dont il est difficile de préciser quand elle commença — dut s'intensifier lors du changement de régime, dès que l'on eut, là-bas, la sensation de la faiblesse qui atteignait les éléments conservateurs du nouvel État. Je me souviens que, peu de jours avant l'incendie des couvents, en mai 1931, je marchais, par hasard, la nuit, derrière un groupe de trois personnes qui parlaient librement et à voix haute de politique. C'étaient des communistes, et il y avait une telle fermeté dans leur ton et dans leurs espérances de triomphe qu'ils m'auraient impressionné, si la conviction que l'idéologie nationale — y compris la plus révolutionnaire — était réfractaire à la tactique bolchévique n'avait été bien enracinée en moi. Le jour des incendies, nous pûmes voir qu'il en était autrement. La propagande avait été énorme, quoique souterraine, et bien que le nombre connu des affiliés fût encore très petit. Aux premières élections générales, il n'y eut qu'un ou deux députés communistes (combien de fois avons-nous invoqué cet argument qui nous tranquillisait !). Mais, les trois cents colonnes de fumée qui, de toutes les villes d'Espagne, montèrent vers le ciel, le même jour et presque à la même heure, en pleine paix, sans provocation proportionnée à cette réponse barbare, ces forfaits accomplis d'après les règles d'une technique destructive admirable et

inconnue du peuple espagnol, démontrèrent que l'organisation étrangère existait déjà, et qu'elle faisait avec impétuosité ses premiers essais. Ce n'est pas par vain souci personnel, mais parce qu'il convient de rappeler la vérité, que je dois faire constater maintenant que l'unique protestation qui se fit entendre alors, dans le camp républicain, fut celle que je signai avec deux autres personnes, dont les noms sont illustres. Sans doute, il y eut des groupes et des personnalités isolées qui adoptèrent la même attitude. Mais il n'y eut pas de réaction collective, décisive et énergique des libéraux, en face de ces événements. Beaucoup d'Espagnols, d'esprit libéral, qui avaient accordé une confiance conditionnelle à la république, en tant que régime nouveau devant comporter des réformes de politique générale et d'ordre social (si nécessaires et si inévitables qu'elles subsistent jusque dans le programme nationaliste), mais non en tant qu'expression d'un mouvement de classe extrémiste, destructif et dictatorial, à la façon russe, beaucoup de ces Espagnols, dis-je, revinrent de ce jour, à leur camp ; et c'est en réalité de ce jour que date la lente agonie de la république récemment née. Cette retraite, je le répète, fut inspirée non par ce qui arriva, mais par la déception de ne pas voir réaliser les réformes attendues.

Sans l'appui des « ennemis de bonne volonté », la république ne pouvait vivre. Pendant plusieurs années, les extrémistes se sont moqués de ceux qui soutenaient que c'est seulement en « amplifiant la base de la république », avec générosité, qu'on pouvait la consolider. Aujourd'hui, ces mêmes extrémistes, pour continuer à vivre, doivent feindre, devant le monde, un vif respect pour tout ce qu'ils ne respectèrent pas, y compris le catholicisme.

Le libéral espagnol joignait au défaut commun à tous les libéraux du monde — c'est-à-dire un daltonisme partiel, qui lui permettait de voir seulement l'antilibéralisme noir, et

non le rouge — une vieille tradition anticléricale. Ces circonstances particulières le rendaient capable de toutes les concessions et de toutes les faiblesses. Le libéral anticlérical était fréquemment, dans sa vie privée, parfaitement orthodoxe. J'ai établi, une fois, une statistique des hommes qui portaient au cou des médailles religieuses (à la faveur d'une consultation médicale) et j'ai constaté qu'ils étaient, en majeure partie, affiliés aux partis bourgeois de gauche. J'ai publié ces faits dans une revue française, et, croyant à un erratum, on mit « droite » là où il fallait effectivement écrire « gauche ». Mais ces mêmes sympathisants de gauche, porteurs de médailles, auraient rougi de ne pas considérer, devant témoin, l'incendie des couvents comme un fait favorable à la santé publique. C'est une opinion injuste qui attribua à quelques hommes, en particulier, la responsabilité de cette catastrophe qui en annonça tant d'autres. La responsabilité en incombe au libéral espagnol, qui ne sut pas se rendre compte de la gravité et de la signification des faits, qui contribua à leur assurer l'impunité et détruisit ainsi l'autorité politique qui subsistait.

A partir de cette date, le ton communiste de l'agitation espagnole crût et se développa avec un art suprême, et réussit à ne se montrer ni trop fort, ni trop alarmant dans les élections et dans les autres manifestations publiques. L'apparence du pouvoir communiste était toujours inférieure à sa véritable réalité. Cependant, à la fin, et prenant pour prétexte le triomphe des droites aux élections, les communistes tentèrent un coup de main révolutionnaire pour occuper le pouvoir, en octobre 1934. On ne s'en souvient pas à l'étranger, où l'on n'a pas de raison de connaître l'histoire d'Espagne en détail, même quand elle est si récente. Mais les Espagnols, qui n'ont pu l'oublier, rient du puritanisme subit que manifestent aujourd'hui ceux qui firent la révolution contre les résultats d'une opération

aussi légale que les élections ; et ceci, parce qu'une partie du peuple et de l'armée s'est soulevée à son tour, deux ans plus tard, à la suite de violences exercées par le nouveau pouvoir, telles que l'assassinat du chef de l'opposition par trois officiers de la gendarmerie. Les « gouvernementaux » d'aujourd'hui sont les « rebelles » de 1934. Il est donc plus vrai de parler aujourd'hui de communistes et d'anticommunistes, et de laisser de côté ce mot de rebelle, qui soulève un grave problème de priorité. Le soulèvement des Asturies, en octobre 1934, fut un essai en règle pour exécuter le plan communiste de la conquête de l'Espagne. Et le choix de l'Espagne ne se fondait pas seulement sur la facilité spécifique que créait dans ce pays, toujours inquiet, un régime nouveau qui avait renoncé, dès le premier moment, à toute autorité. Il ne s'appuyait pas seulement sur le cliché, vieilli et inexact, d'une communauté de psychologie entre le peuple espagnol et le russe. Mais aussi sur ce fait que le triomphe du communisme en Espagne entraînerait, sans aucun doute, et à très bref délai — et ceci pour des raisons de géographie et de biologie raciale — un grand ébranlement du fascisme européen et surtout la rapide conversion au communisme de la plus grande partie de l'Amérique latine. La phase préparatoire de cette conversion — la captation du libéralisme américain — était déjà et est maintenant plus encore, très avancée.

Le mouvement communiste des Asturies échoua par pur miracle. Mais deux ans après, il y eut un second et formidable essai. Que l'Espagne rouge, qui lutte encore aujourd'hui, soit, dans son sens politique, totalement et absolument communiste, nul de ceux qui y ont vécu seulement quelques heures, ou qui, même de loin, ne contempnent pas le panorama espagnol à travers ces mirages ingénus, mais, pour beaucoup d'esprits, efficaces, de la liberté, du bien public, de la démocratie ou de la république constitutionnelle, ne peut le mettre

en doute. Les communistes militants, maintenant démasqués, ne cachent naturellement plus leur dessein. Les non-communistes, attelés par la fatalité au joug de la cause rouge, parlent encore de défendre une république démocratique, parce qu'ils savent la crédulité humaine infinie. Mais ceux-là même ne cachent pas, dans le privé, qu'ils maintiennent leur erreur par peur ou par une sorte de mirage éthique qui leur fait placer, avant le devoir de conscience, l'amitié ou les compromis de parti, quand ce n'est pas la peur de « disparaître ».

Le jour où j'écris ces lignes, un homme aussi peu suspect que M. Eden, a rendu patent devant le monde le caractère indubitablement moscoutaire du mouvement rouge espagnol. Personne, donc, ne mettra en doute, de bonne foi, des termes sur lesquels repose le problème. Mon libéralisme récalcitrant ne marchandé pas son respect à ceux qui peuvent encore appuyer sincèrement ce mouvement ou qui sympathisent simplement avec lui parce qu'ils croient précisément que le salut de l'Espagne et du monde entier dépend du communisme. Ce que l'on ne peut admettre, sans supposer la mauvaise foi ou l'insuffisance mentale, c'est que cet appui et cette sympathie se fondent sur l'amour de la liberté, la paix sociale, la démocratie, le respect de la pensée et toutes autres idées très nobles qui n'ont rien à voir avec l'État bolchéviste.

Cependant, lorsque nous disions, il y a encore peu de temps, que le nombre des communistes était petit en Espagne, nous ne nous trompions pas. Ils étaient, et ils continuent à être une minorité, même parmi ceux qui combattent dans les tranchées rouges et parmi ceux qui forment son arrière-garde. Notre erreur — comme celle des autres pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique — est de juger l'importance sociale d'une idée — et en l'espèce de la communiste — par le nombre de ses affiliés. Si l'être humain était capable de s'en tenir à l'expérience historique, il lui suffirait de se rappeler que la révolution russe triompha grâce à l'effort d'un groupe presque insignifiant de bolchévistes. Mais comme la conduite individuelle se base, en grande partie, sur l'expérience propre, l'expérience historique n'a aucune influence, et n'en aura probablement jamais, sur la conduite des collectivités. En Espagne, il s'est passé la même chose qu'en Russie. Quelques hommes d'action, représentants d'une minorité, mais bien organisés et décidés à tout, se sont imposés à la majorité.

Les causes de cette victoire sont maintenant évidentes. Déduction faite d'une organisation et d'une discipline indéniables, elle se base sur une tactique qui utilise sans scrupules toutes les forces voisines et collatérales, quelles qu'elles soient, quitte à les rejeter dès qu'on a remporté la victoire.

Pur machiavélisme. Alors que la révolution était déjà avancée, le communisme espagnol comprenait à peine quelques organisations, si on les compare aux organisations très nombreuses des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes, et même des républicains de gauche. Deux ou trois ministres seulement représentaient les communistes dans les gouvernements révolutionnaires — y compris dans le gouvernement actuel — et le nombre de leurs députés était aussi, comme nous l'avons dit, et est toujours, réduit. Cependant, le communisme n'a pas seulement imposé son pouvoir à l'Espagne rouge, mais il a réduit à l'impuissance les groupes socialistes, dont certains aussi puissants au début du mouvement que celui de Largo Caballero, héros de la révolution pendant de nombreux mois, ainsi que les masses très fournies d'anarchistes et de syndicalistes — maîtresses de la rue jusqu'en avril dernier et pourvoyeuses du contingent le plus important de soldats. L'action chaotique de ces forces a été facilement dominée par la sévère discipline communiste. Quand l'occasion se présenta, ces « amis du peuple » recoururent, sans le moindre ménagement, à la « liquidation » des anarchistes et des syndicalistes, qui sont, entre parenthèses, dans notre révolution, l'expression la plus authentique de la psychologie nationale.

Mais ils n'auraient pu remporter cette extraordinaire victoire sans un autre appui qu'ils avaient antérieurement exploité et habilement gagné : celui de l'opinion libérale. Alors que la conquête de la Russie put se réaliser par les seuls moyens ouvriers, celle des pays occidentaux eût été totalement impossible avec une opinion libérale contraire. L'opinion libérale a, dans notre monde, apposé son visa à tous les mouvements sociaux. Elle fut le tyran de la pensée européenne et américaine pendant le XIX^e siècle. Et quand son étoile commença de faiblir, elle reprit une nouvelle impulsion et une nouvelle autorité avec la guerre européenne,

gagnée au nom de la démocratie, et avec l'apogée des États-Unis d'Amérique, qui ressentent la ferveur démocratique avec l'impétuosité, tant soit peu pétulante, de la jeunesse. C'est pourquoi, pendant les années qui ont précédé le mouvement actuel, la propagande communiste se spécialisa dans la conversion des libéraux du monde entier.

VI

Voilà, en effet, une autre clef du problème. Si l'on pouvait théoriquement réduire à une seule cause le grand bouleversement actuel de l'humanité, je n'hésiterais pas à dire qu'on la trouve dans l'immense erreur des libéraux du monde. Ils représentaient, à l'origine, le sens humaniste de la civilisation — le plus fécond en actions pratiques et spirituelles — et ils sympathisent, en majorité, aujourd'hui, avec la plus antilibérale et la plus antihumaniste de toutes les idéologies politiques qui aient jamais existé : l'idéologie communiste.

Il serait très long de méditer sur les motifs de cette erreur, sans précédent dans l'histoire. Le libéral était, en principe, l'homme compréhensif, tolérant, et convaincu que le progrès du monde ne pouvait se réaliser sans un minimum de liberté. L'ère du libéralisme s'ouvre, en réalité, avec la Renaissance, pendant laquelle l'inspirateur de tous les politiciens et d'une grande partie de l'idéologie des hommes cultivés fut Tacite, prototype de l'ennemi des despotes, et, en réalité, le premier libéral, au sens moderne du mot. Plusieurs siècles de lutte contre le despote firent naître deux erreurs dans la conscience du libéral : l'ennemi de la liberté, c'est toujours le tyran unique, le monarque ; le sentiment libéral s'abrite dans le peuple et s'alimente dans le feu de la popularité. Le premier résultat de cette erreur apparut avec la Révolution française,

préparée par les libéraux contre les despotes et en faveur du peuple. Immédiatement surgirent le despotisme du tribunal populaire et les dictateurs sortis de la masse — de Robespierre à Napoléon. Et les victimes en furent, inévitablement, les libéraux véritables ; ceux qui, pour être fidèles à leur libéralisme — à leur conduite plutôt qu'à son idéologie — se rebellèrent contre le nouveau despotisme, furent guillotins ou se virent contraints de fuir.

C'est alors que naquit aussi l'autre espèce de libéral, le bâtard, celui atteint du daltonisme, celui qui est incapable de voir le despotisme quand il apparaît coloré en rouge. Ce fut lui qui couvrit de son autorité la cruauté révolutionnaire ; lui qui la glorifia et lui qui rendit possibles, en grande partie, toutes les révolutions postérieures, jusqu'à la nôtre.

Ce qui caractérise ce libéral — le faux, qui est de beaucoup le plus répandu — c'est sa terreur infinie de ne pas paraître libéral. Ces libéraux, pour la plupart, ne se préoccupent pas de ce que signifie, au sens profond, le fait de suivre une conduite libérale ; ils se préoccupent de passer pour libéraux. L'immense prestige social du libéralisme explique et excuse cette attitude. Le réactionnaire le plus rigoureux ne peut réprimer un sourire de satisfaction — combien de fois l'avons-nous remarqué ! — quand on lui dit : « Vous, vous êtes un libéral, au fond. » En échange, le libéral ne peut souffrir, sans angoisse, qu'on doute de son libéralisme. Ne pas être libéral suppose, dans l'idéologie courante : avoir peu d'intelligence, car, en effet, un grand nombre des hommes fameux par leur travail créateur furent libéraux, ou, du moins, eurent un esprit teinté de tolérance libérale. Cela signifie, de plus, « être ennemi du peuple », phrase créée par la Révolution française et qui conserve son prestige intact dans beaucoup d'esprits. Et cela signifie, enfin, ne pas être un homme moderne parce que de nombreuses conquêtes de la civilisation se sont

faites sous le signe de la liberté. En tout cela, il y a une part de vérité. Mais on ne prête pas de couleur fixe à la liberté ; et elle n'est pas une question d'idées, mais de conduite. Quelle terrible erreur que d'en avoir fait, non seulement une politique, mais encore une politique de classe !

Le communisme a exploité avec habileté et avec une intuition aiguë ces trois brèches de la vanité des libéraux, et il les a ainsi réduits à sa merci. Il est certain que la négation de tout libéralisme, que suppose le régime communiste, rend, à première vue, très difficile de concilier celui-ci avec la ferveur libérale. Mais le communiste, comme tous les grands propagandistes, ne s'arrête pas à ces contradictions. Il sait que le coefficient de la crédulité collective est pratiquement infini. Et le libéral possède, en plus de cette crédulité, une candeur particulière quand on lui parle au nom de ses mythes de prédilection. Dans ce sens, le spectacle du monde actuel est surprenant. Au moment même où l'on extermine en Russie par douzaines les dissidents du rigide credo gouvernemental ou que l'on fait disparaître à l'étranger les chefs des groupements anticommunistes, le libéral continue à croire que la Russie est le pays du progrès moral et de la liberté, la Mecque du libéralisme. L'exemple de l'Espagne porte cette erreur jusqu'aux limites de l'inconcevable. On y trouve encore (côté rouge) des libéraux qui y déclament, avec une éloquence et une tournure d'esprit très libérales, contre la dictature du camp opposé, tandis qu'eux-mêmes, non seulement ne peuvent exprimer librement leurs pensées, mais encore sont obligés bien souvent de dire à la presse ce qu'on leur ordonne. En novembre dernier, un communiste me disait à Madrid : « Toi, qui as toujours été libéral, tu seras avec nous » ; mais, le même jour, le comité des ouvriers avait interdit la réédition d'un de mes livres, parce qu'on pouvait lire ceci sur l'une de ses pages : « Moi, qui ai toujours été libéral, grâce à Dieu. »

Quand je sortis d'Espagne en faisant remarquer que ce procédé ne me paraissait pas très libéral, on me déclara « ennemi du peuple », et un écrivain d'un pays américain, communiste et catholique, m'appela dans un article « le nouveau Torquemada espagnol ».

Naturellement, il y a beaucoup de libéraux — tous ceux que le rouge n'aveugle pas — des républicains sincères, en grande partie, qui se sont séparés de l'Espagne communiste, et précisément parce qu'elle est communiste. Leur position exprime la fidélité la plus stricte à leur attitude et à leur conduite de toujours ; ils n'ont en rien « trahi le peuple », ainsi que certains les en accusent. La fuite de tous ces libéraux de l'Espagne rouge est, dans la psychologie occidentale, un rude coup porté au communisme, coup difficile à neutraliser par de la contre-propagande. Aussi a-t-on tenté de les attirer par toutes sortes de flatteries — mais sans succès. Ceux-là même qui allèrent aux Cortès de Valence, si péniblement préparées, étaient de retour en France quarante-huit heures après. Parmi les jugements qu'ils portent, dans le privé, il en est un, connu de tous et qu'il n'y a pas d'inconvénient à répéter, puisqu'il ne peut compromettre personne : le régime de l'Espagne rouge est absolument soviétique ; un homme libéral n'a que faire là-bas.

VII

Mais la manœuvre communiste présentait un autre grand danger en Espagne, celui de son internationalisme. L'Espagnol, même celui dont les idées sont les plus avancées, a toujours un lest de qualités nationales, probablement supérieur à celui de presque tous les peuples d'Europe. L'Espagne est certainement le pays des régionalismes ; j'ai dit bien souvent que le régionalisme est la manifestation la plus pure et la plus vive de l'âme nationale, et il suffit, pour le prouver, de voir la rigoureuse distribution régionale qu'établissent spontanément les groupes d'Espagnols émigrés en Amérique. On y parle, là-bas, d'Italiens, de Français, d'Allemands ; mais, quand il s'agit d'Espagnols, on parle de Castillans, d'Andalous, de Catalans, de Galiciens, d'Asturians. Le fait de tenir compte des caractéristiques régionales m'a toujours paru, en Espagne, non pas un impératif politique, mais un impératif biologique. Ceci dit, l'erreur de beaucoup a été d'essayer d'infiltrer, sous la noble réalité régionale, l'insinuation séparatiste. Le sentiment national de l'Espagne est fait d'esprit régional, pure extension, à son tour, du profond sentiment familial des Espagnols. Et non seulement il ne l'affaiblit pas, mais encore elle y puise sa sève et sa vigueur. Dans n'importe quel village d'Amérique, aussi bien qu'à Madrid ou Barcelone, les Espagnols se réunissent, en effet, par

provinces dans leurs centres régionaux, comme de vastes familles qui frayent à peine avec leur entourage. Mais devant la nation en danger — en tant que telle — tous se rassemblent, animés d'une même ferveur ; et peut-être le danger commun finira-t-il par créer une sorte d'union. Une grande part de l'enthousiasme de l'Espagne nationaliste d'aujourd'hui est suscitée par l'idée de l'unité nationale, opposée au séparatisme basque, si mal interprété à l'étranger, où l'ambition d'un groupe réduit de Basques a douloureusement servi d'instrument à l'internationalisme communiste. La Catalogne, en échange, bien qu'elle soit officiellement avec les rouges, eut la sagesse de ne pas se prêter à cette manœuvre. Cette attitude aura, évidemment, une grande répercussion à la fin de la guerre et par la suite. A noter aussi l'exemple de la Navarre, pays d'un régionalisme enraciné, et qui, cependant, a joué le rôle primordial dans l'actuel mouvement nationaliste. Quand une tentative de séparatisme fut esquissée lors de la première république d'Espagne, par le mouvement que l'on appela « cantonal », l'homme qui représentait alors le libéralisme et le républicanisme espagnol, le grand orateur Castelar, prononça un discours fameux, déclarant que, pour sauvegarder le pays, il renoncerait au libéralisme, à la démocratie et à la république. Il y a en Espagne beaucoup d'hommes de gauche qui savent par cœur ce discours — plus beau et plus moderne que les proclamations marxistes — et qui, maintenant, le récitent avec émotion.

Deux mois avant que ne se produisît la révolution espagnole, j'écrivais, dans un article que publièrent plusieurs journaux d'Europe et d'Amérique, que, si le Front populaire espagnol — alors récemment formé — ne réussissait pas à donner à son idéologie et à son action un sens profondément national, il provoquerait le soulèvement de l'Espagne. Il n'y avait pas de mérite à faire cette prophétie, car, de toutes parts,

on percevait l'hostilité des Espagnols devant la tactique notoirement russe de ces agitations pré-révolutionnaires, qui ne furent jamais sanctionnées par nos gouvernements. Le fait le plus significatif, dans ce sens, et que personne ne commenta, est l'attitude de la jeunesse universitaire, qui fut la force de choc du mouvement libéral contre la dictature et le ferment de l'agitation qui prépara le changement de régime. Mais, à partir de la troisième année de la république, elle commença à changer d'orientation, et si rapidement qu'aux jours des élections du Front populaire, un professeur socialiste qui, peu de temps avant, était l'idole des étudiants, en était arrivé à faire ses leçons au milieu de l'hostilité de son auditoire. Et il m'avoua que la plupart de ses élèves étaient antimarxistes. N'importe lequel d'entre nous — professeurs espagnols — a pu vérifier ce même fait. Aujourd'hui, 80 p. 100 des étudiants luttent comme soldats volontaires dans les rangs nationalistes. Beaucoup d'entre eux ont été élevés dans une ambiance libérale et appartenaient, au début de leurs études, aux associations libérales, et même socialistes ou communistes d'étudiants. Et ils sont nombreux les jeunes gens, alors presque des enfants, que nous avons connus en prison pendant la dictature et qui sont aujourd'hui des héros, vivants ou morts, de la cause antimarxiste. Ce qui les a fait changer, c'est, sans aucun doute, la signification anti-espagnole de la propagande du Front populaire.

Les dirigeants communistes se rendirent rapidement compte que c'était là la principale force du mouvement du général Franco. C'est pour cela qu'au début de la guerre leur propagande tendit à exploiter le soi-disant outrage que constituait l'emploi en Espagne de l'armée marocaine. Mais moi, qui étais alors en Espagne rouge, je pus voir que cet argument, d'inspiration étrangère, ne faisait pas la moindre impression sur les Espagnols. La confraternité d'armes des Espagnols

et des Marocains est une tradition nationale. Seuls ceux qui croient ingénument que l'histoire commence avec eux et que le passé ne compte pour rien, ignorent que les exploits les plus proprement nationaux, comme les campagnes du Cid Campeador et la conquête de Grenade, qui mit fin à la Reconquête, se firent, en partie, avec des soldats africains. Chaque Espagnol, du côté rouge, se sentait, ethniquement, plus proche des Maures d'en face que des Russes semi-asiatiques qui comblaient déjà son arrière-garde.

L'argument dont on se servit ensuite est celui de l'invasion par les troupes étrangères. Les chefs rouges, une fois convaincus de la nécessité de donner à leurs troupes un sentiment national, voulurent transformer la guerre communiste en une guerre de libération. Cet argument eut beaucoup plus de succès à l'étranger qu'en Espagne même, comme on pouvait s'y attendre. En Espagne, ceux qui vivent entourés de Russes, de Français, de Tchèques, etc... et qui savent, par expérience propre, ce que vaut leur concours, ne sont pas profondément indignés par l'idée qu'il y a en face d'eux aussi des combattants étrangers. Il n'y a pas d'Espagnol qui n'ait conscience que la guerre faite par lui n'est pas une guerre civile, mais une lutte internationale. Mais il n'est venu à l'esprit d'aucun Espagnol — rouge ou blanc — que, la guerre terminée, cette aide pourrait se transformer en une occupation territoriale.

L'Espagne se souvient de la guerre d'Indépendance contre Napoléon — guerre éminemment populaire, dont les communistes veulent ressusciter l'esprit — guerre qui fut précisément gagnée avec le concours d'une formidable armée anglaise, commandée par un des plus grands généraux du siècle. Elle sait que, Napoléon vaincu, l'armée amie et son général quittèrent son sol sans y conserver un seul pied de terre. L'Espagnol n'ignore pas non plus que, pendant la guerre européenne, les Anglais et les Américains occupèrent des départements

entiers de la France et qu'ils partirent aussi, dès qu'ils eurent triomphé. De part et d'autre des tranchées espagnoles, nul ne doute que le but que se proposent les soldats internationalistes qui luttent avec les rouges et celui que poursuivent les Italiens et les Allemands qui se battent à côté des soldats de Franco, ne soit très distinct de l'occupation territoriale. Cette occupation, qui alarme tant les étrangers, n'alarme pas les Espagnols. Et l'on peut assurer que si l'une des diverses nations qui ont des soldats en Espagne songeait à s'emparer d'un pouce du territoire, les marxistes et les antimarxistes s'uniraient pour les en empêcher avec la même intrépidité qu'ils déploient aujourd'hui pour lutter entre eux. Il est un morceau de roc espagnol que les Anglais ont occupé à une époque, déjà lointaine, où notre sens national était assoupi, et il n'est pas d'Espagnol qui ne rêve encore chaque nuit de Gibraltar.

L'important n'est donc pas l'aide momentanée, fournie par des étrangers, en hommes et en matériel : c'est là une question qui peut être résolue hors d'Espagne par quelques politiciens intelligents et décidés à un accord. L'important, c'est que des étrangers ont tenté de s'emparer de l'esprit national. S'il n'y avait, du côté rouge, ni un seul soldat, ni un seul fusil moscovite, ce serait la même chose : l'Espagne rouge est spirituellement communiste russe. Du côté nationaliste, quand il y aurait des millions d'Italiens et d'Allemands, l'esprit des gens y serait — avec ses qualités et ses défauts — infiniment espagnol, plus espagnol que jamais. Et il est inutile d'attaquer avec des sophismes cette vérité absolue dont dépendaient déjà, avant la lutte, la force de l'un des partis et la faiblesse de l'autre. Si la devise « Arriba Espana ! », que crient aujourd'hui avec émotion beaucoup de non-fascistes de l'Espagne nationaliste, avait été adoptée par les gens d'en face, le pourcentage de leurs probabilités de triomphe eût été, de ce simple fait, infiniment supérieur.

VIII

Ce sont là les termes exacts du problème : une lutte entre un régime antidémocratique, communiste et oriental, et un autre régime antidémocratique, anticommuniste et européen dont seule la réalité espagnole, toute-puissante, modèlera la forme exacte. Comme l'Italie et les Flandres furent, aux xv^e et xvi^e siècles, le théâtre de la lutte entre les grands pouvoirs qui allaient façonner la nouvelle Europe, les grandes forces du monde livrent aujourd'hui leur bataille en Espagne ; et l'Espagne apporte — c'est sa glorieuse tradition — la part la plus dure dans l'effort, pour la victoire dont tous profiteront.

Voilà comment la plupart des Espagnols ont pris position devant ce problème. Et vis-à-vis d'eux, c'est aussi celle que doit adopter le spectateur étranger (il est d'ailleurs peut-être moins « étranger » qu'il ne se le figure), c'est-à-dire communiste ou non. La formule communiste est unique, et l'on essaye avec elle de conquérir le monde. La formule anticommuniste n'est pas nécessairement fasciste. Anticommunistes sont l'Italie, et l'Allemagne, et le Portugal, et le Japon, et, explicitement ou implicitement, beaucoup d'autres États d'Europe ou d'Amérique. Et chacun, selon un minimum de données communes, se gouverne à sa façon. On peut donc choisir.

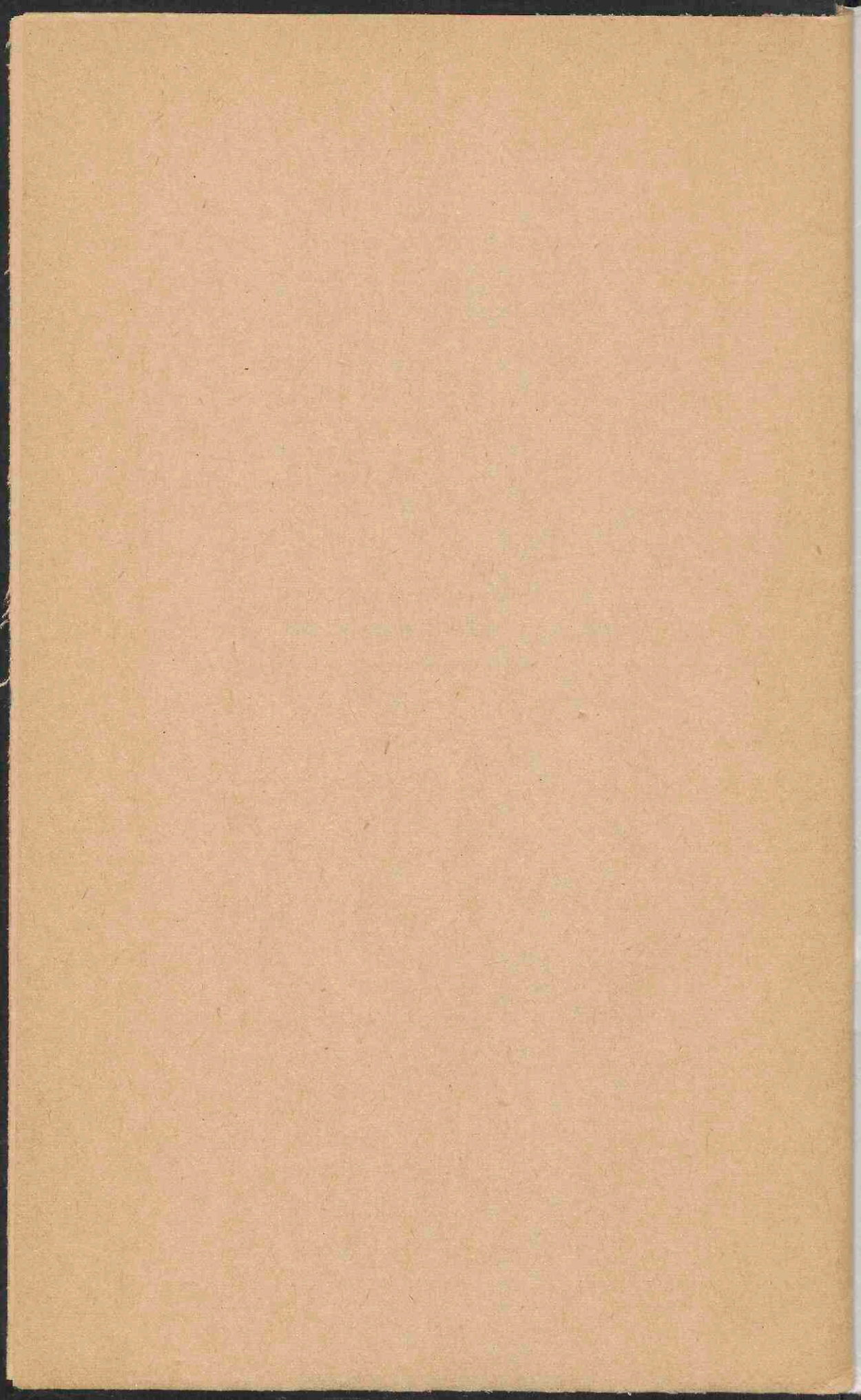
Le problème serait en somme très clair sans l'intervention

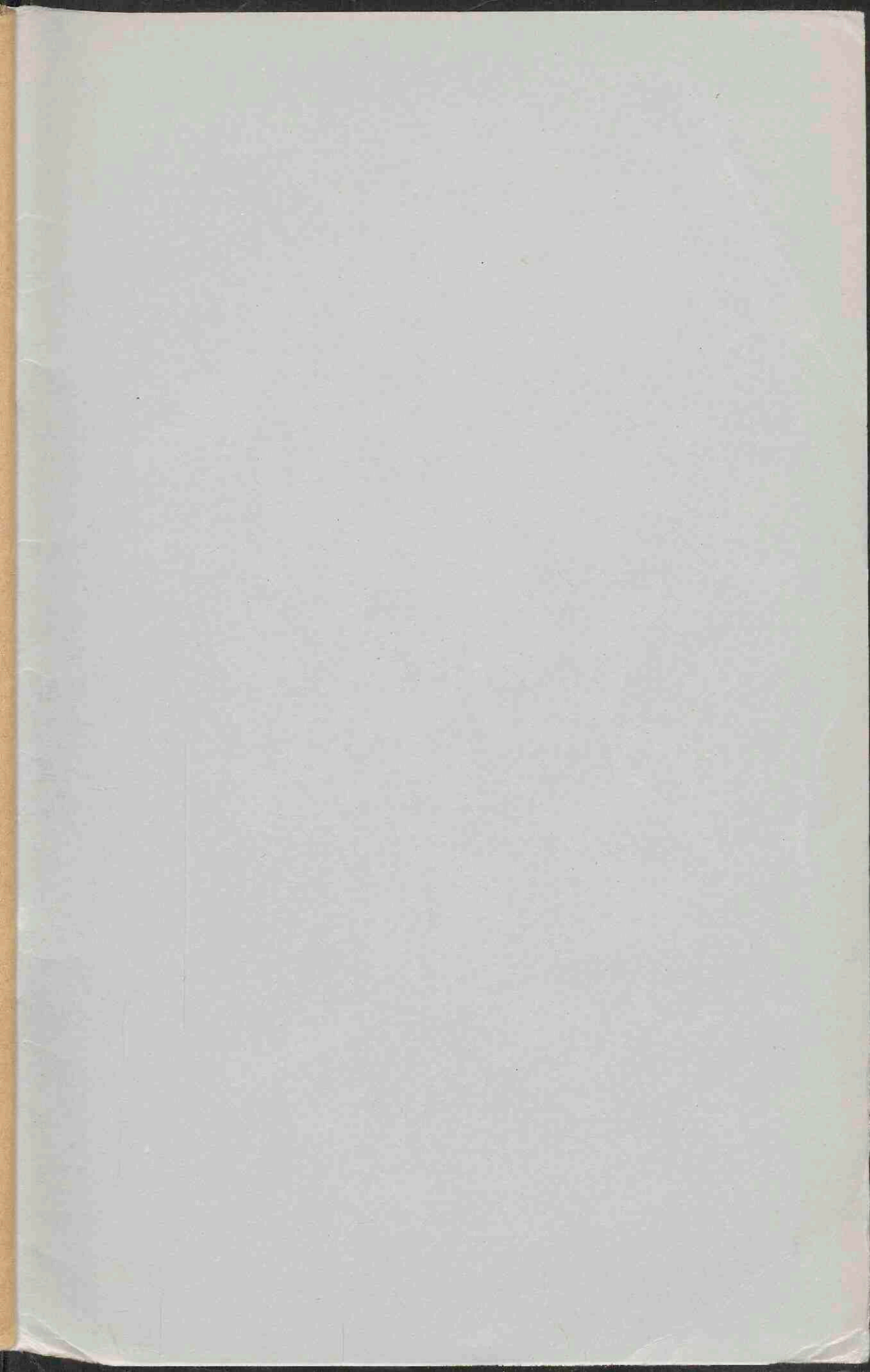
perturbatrice des forces libérales, dont l'immense prestige et dont l'immense maladresse remplissent aujourd'hui de confusion le théâtre politique du monde. L'aveuglement devant l'antilibéralisme rouge a poussé le libéral à vendre son âme au diable. Mais son châtement sera proportionné à son erreur, car le libéralisme, en tant que force politique, n'exercera peut-être pas d'action directe pendant les années qui vont venir. Mais il demeurera une force spirituelle car, de quelque nom qu'il soit revêtu, ce qu'il représente à son origine et dans son essence, c'est le moteur immortel du progrès des hommes. Et, sans doute, quelque jour, il jaillira, purifié, des dictatures d'aujourd'hui.

Les libéraux espagnols savent maintenant à quoi s'en tenir. Ceux du reste du monde, pas encore. Je n'écris pas pour les convaincre. En politique, l'unique mécanisme psychologique du changement est la conversion, jamais la conviction ; et l'on doit toujours suspecter celui qui change, quand il dit qu'on l'a convaincu. Les libéraux du monde entendront aussi un jour le tonnerre et le coup de foudre ; ils tomberont de leur cheval blanc, et, quand ils recouvreront la conscience, ils auront appris de nouveau le chemin de la vérité.

l 1602

PARIS S. O. I. E., 71, RUE DE RENNES. 1938





PRIX : 2 fr. 50